

# Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CHRONIQUES LIBRES, TRAITÉS INTERNATIONAUX

## Tensions en Méditerranée : la Bretagne est juridiquement NEUTRE



**Date : 13 août 2020 Author: idbzh © 0 Commentaires**

La Bretagne est juridiquement une nation NEUTRE en Droit international public. Or la présence illégale sur le sol breton des infrastructures militaires françaises, nuisent à nos Droits inaliénables.

La France hausse le ton dans le conflit maritime entre la Grèce et la Turquie : le Président de l'État voisin, Emmanuel Macron, annonce le renfort de présence des bâtiments de la Marine Nationale de France en Méditerranée.

La Bretagne, dans le cadre de l'affirmation de sa Neutralité en Droit international, fournit son économie, ses hommes, ses réseaux, ses ressources et son capital de compétences, au service d'un État colonial qui viole délibérément la Neutralité bretonne acquise en Droit international public depuis 1381, soit deux siècles avant la Suisse.

A l'origine, la mainmise du Royaume de France sur l'Amirauté de Bretagne, a ordonné une stratégie de défense des frontières maritimes basées sur des prétentions illégales – la Bretagne étant juridiquement parfaitement indépendante – et contextuellement à des rapports complexes avec la Grande Bretagne.

Au 21ème siècle, cette stratégie de défense atlantique, n'a plus lieu d'être ; les enjeux militaires maritimes ayant pris un tournant historique accompagnant la réalisation de l'Union Européenne et des solutions de coopérations internationales : les infrastructures militaires maritimes, à minima, n'ont plus vocation à se maintenir sur le territoire du Duché de Bretagne, le front s'étant déplacé vers l'est de la Méditerranée, aux abords de la Mésopotamie et du Moyen-Orient.

« Un pognon de dingue » est ainsi concrètement jeté par les fenêtres en carburant, victuailles, frais divers et directement liés aux distances maritimes nécessaires de parcourir pour la Marine française, depuis la péninsule armoricaine. Près de 3000 miles nautiques supplémentaires à chaque voyage, pour chaque bâtiment mobilisé.

La France maintient un comportement de colon en Bretagne, faisant peser sur les Breton.nes le poids de sa fiscalité écrasante unique au monde, violant la Neutralité bretonne, violant donc les Conventions de Vienne et de Genève depuis 230 ans en Bretagne, au risque d'allourdir ses propres moyens, de se fourvoyer dans une stratégie militaire incompréhensible et plus coûteuse.

On imagine très bien que dans le domaine maritime, chaque mile nautique compte, pour intervenir au plus vite possible en cas d'escalade de conflits armés sur Mers... Les bateaux ne vont pas à mach 3 sur les eaux et les petites balades de l'armée ne sont pas gratuites ! La France, archaïque, orgueilleuse et dénuée de chefs militaires charismatiques, poursuit ainsi vers sa propre déchéance, en refusant de démobiliser ses bases militaires illégales, parlons franchement et sans détours : en refusant de décoloniser la Bretagne.

Nous pourrions traiter également de la présence en Bretagne d'équipements militaires nucléaires, qui ont toujours été refusés par la population bretonne...

Ne nous trompons pas de combat : la Bretagne n'a pas besoin d'un voisin affaibli militairement, aux relents colonialistes (ingérences politiques constantes, récemment au Liban), pour de bonnes raisons : nous ne sommes plus au moyen-âge ! La France et la Bretagne indépendantes l'une de l'autre dans l'avenir, ne devront pas se taper sur le coin du crâne dans une Europe occidentale moderne et pacifique au possible... A moins que la France n'ait d'autres projets ?! Nous avons besoin de faire appliquer nos Droits, strictement.

Censément, la Bretagne n'a aucun intérêt, ni politique, ni économique, ni stratégique, ni militaire, à continuer dans la voie instaurée par l'État français illégalement implanté sur notre territoire millénaire. Nous sommes aujourd'hui collectivement dans l'affirmative de retrouver l'expression de nos Droits Constitutionnels, Internationaux et Humains, tout en cherchant au devant des solutions de vivre ensemble avec un voisin aux accents coloniaux : l'armée française doit partir et dès maintenant.

Nous n'avons pas la prétention d'appeler les Marins bretons engagés dans les armées coloniales, à abandonner d'eux-mêmes leurs postes, pour néanmoins une importante somme de violations du Droit international ; il convient néanmoins d'affirmer notre statut de Nation neutre, juridiquement indépendante, de faire savoir à tous que les Bretons sont des Personnes Neutres en Droit international public. Peu importent les prétentions françaises sur la Bretagne, qui n'ont soit dit en passant aucune preuve juridique réelle.

Nous appelons nos compatriotes à prendre mesure des enjeux, militaires, juridiques, économiques, stratégiques et politiques, afin de porter la voix de la neutralité.

Jean-Yves Le Drian, ancien président du Conseil Régional français de Bretagne, sans Droits ni Titres, ayant maintes fois trahit les intérêts bretons pour accomplir son destin propre, doit prendre enfin ses responsabilités : en tant que Ministre de la Défense française, à minima en tant que Breton se souvenant de la signification de la devise bretonne *Kentoc'h mervel eged bez saotret*, devra empressement déménager les infrastructures militaires françaises imposées en Bretagne, qui n'ont plus lieu d'être.

Le débat est désormais posé sur la table...



## Publié par idbzh

[Voir tous les articles par idbzh](#)

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

PROPULSÉ PAR WORDPRESS.COM.